

Si l'historiographie ne saurait se substituer à la mémoire, elle a pour mission de l'éclairer, de la critiquer et d'empêcher qu'elle ne devienne une prison identitaire. Au Cameroun, la répression politique de longue haleine qui a résulté d'une guerre coloniale mal terminée et d'un nouvel État trop aligné sur l'ancienne métropole a empêché la critique historiographique et la mémoire vivante d'interagir de manière dialectique.

Ce numéro 43 d'*Africana Studia* est issu d'un colloque organisé hors du Cameroun (FLUP, Porto, septembre 2025). Lors de cette rencontre scientifique la grande majorité des participants étaient des chercheurs camerounais, qui, pour une raison ou une autre, n'avaient pas pu y assister en personne. Le spectre d'une histoire en exil qui plane sur cette guerre ne semble donc pas avoir disparu, d'autant plus que le rapport *La France au Cameroun (1945-1971)*, de la Commission franco-camerounaise (dirigée par l'historienne Karine Ramondy), a été considéré par beaucoup comme le prolongement d'une historiographie officielle.

Il va sans dire que l'état des connaissances sur cette guerre ne pouvait rester inchangé après les trois années de travail (2022-2025) de la Commission Ramondy, qui au total a ouvert 1.100 boîtes d'archives, déclassifié plus de 2 300 nouveaux documents et recueilli une centaine de nouveaux témoignages oraux¹. Pourtant, ce numéro d'*Africana Studia* propose une relecture différente de celle du « volet « Recherche » de la Commission franco-camerounaise ». Les contributions élargissent les problématiques autour de cette guerre mal nommée en portant de nouveaux éclairages et en décentrant le regard par rapport aux objectifs de la Commission, légitimes, mais étriqués, qui consistaient essentiellement à établir la responsabilité de la France dans des crimes de guerre. En refusant l'amnésie institutionnelle et en réhabilitant des voix longtemps étouffées – celles des *maquisards* upécistes, des femmes nationalistes, des villageois pris dans l'étau des « royaumes sans maisons », des parcours singuliers comme celui de Job-René Ngapeth, ce projet éditorial vise surtout à s'approcher de la réalité que fut une guerre totale.

Le choix des objets historiographiques le montre. La première section **Sens, histoire et mémoire** explore les mécanismes de construction, de répression et de réactivation de la mémoire de la guerre d'indépendance camerounaise. Le « maquis » devient le point de départ. Tandis que E. Tchumtchoua/G. Tetam analysent comment sa mémoire, longtemps marginalisée par le récit officiel, a été réactivée par les survivants, la société civile et la diaspora, le deuxième article de G. Tetam examine sa polysémie – tantôt associé à une entreprise criminelle, tantôt à un projet nationaliste émancipateur. E. Mvondo, en s'inscrivant dans l'*archival turn* montre comment l'absence de cadre juridique et la volonté

¹ [En ligne]. Disponible en : <https://www.africaplatform.ugent.be/news/lectures-series-global-and-regional-history-writing-colonial-history-commission-cameroon-war>.

politique délibérée ont conduit à la fragmentation matérielle des archives. D. Nkemeni se penche sur le local : la dégradation des vestiges du conflit à Nkongsamba, aujourd'hui encore victimes de négligence. Finalement, R.J. Butler-Jančoškova revient sur le colloque initial de Porto et, s'appuyant sur Trouillot et Mbembe, identifie les obstacles structurels qui continuent d'entraver le développement de l'historiographie de ce conflit.

La section suivante, **Une société en guerre** plonge au cœur des acteurs et des dynamiques sociales du conflit, en donnant la parole aux combattants, aux femmes, aux villageois et aux tradipraticiens trop souvent oubliés. C. Ralite distingue deux profils : un noyau dur de cadres instruits et motivés, et une masse de très jeunes recrues rurales. Ada Djabou et B. Enyegue mettent en lumière le rôle déterminant de l'Union des femmes camerounaises (UDEFEFEC) dans la lutte indépendantiste. Leurs boycotts, marches et soutiens logistiques, longtemps ignorés par l'historiographie, ont néanmoins bousculé les places subalternes que leur assignaient les autorités coloniales et traditionnelles. N. J. Pierre se concentre, au niveau du local (le canton de Bisso'o dans le Sanaga-Maritime), sur le prix qu'elles ont payé, notamment la violence perpétrée tant par les forces coloniales que par les insurgés. Dans sa deuxième contribution, Ch. Ralite aborde précisément cette autre zone d'ombre : les dilemmes des non-combattants (chefs de village, paysans), contraints de composer avec les maquisards et l'armée française. Cette section s'achève sur un sujet historiographique peut-être encore moins exploré : le rôle des tradipraticiens bamiléké, dont G. Komolo montre comment ses soins médicaux aux blessés de guerre ont fait d'eux des acteurs de premier plan au conflit.

La dernière section **Territoires et individualités – parcours historiques** suit des parcours individuels de territoires et de personnalités ambivalents, entre compromis, répression et oubli. Ainsi, N. F. Gilbert, en étudiant des zones comme le Ndé, le Haut-Nkam, Nkondjock et Makénéné, conteste la borne chronologique de 1971 comme fin de l'insurrection. W. G. Samuel examine le double jeu des élus bamiléké, à la fois suppôts de l'administration et défenseurs des populations martyrisées : il analyse leurs actions tantôt comme auteurs des troubles, tantôt comme pacificateurs. La section s'achève en évoquant un vaste domaine à explorer : la prosopographie des militants. P. N. Félicité le fait avec l'itinéraire d'un militant upéciste méconnu, qui après 1956 sera l'objet d'accusations nationalistes de détournement.

Il est indéniable qu'après plusieurs décennies de recherches approfondies menées par des universitaires camerounais et grâce aux travaux de la Commission Ramondy, on se rapproche peu à peu de la réalité de cette guerre totale. Souhaitant poursuivre dans cette voie, l'objectif principal de ce numéro 43, bien qu'à une autre échelle, était toutefois de taille : contribuer avant tout à lutter contre la vision réductrice de « l'État-historien » et réaffirmer la nécessité d'une histoire décolonisée et vivante. Peut-être ne faudra-t-il plus longtemps avant que le souvenir de la guerre d'indépendance du Cameroun ne soit définitivement libéré de toute censure.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous tenons à adresser ici nos remerciements aux services archivistiques des Nations Unies (United Nations Photo Library) qui nous ont permis de publier des photos issues de leur riche fonds iconographique.

Christopue Ralite (LARHRA)
Emmanuel Tchoumchoua (Université de Douala)
Maciel Santos (CEAUP)